

LA RÉVOLTE

POUR LA FRANCE

Un an. Fr. 5 —
Six mois. » 2 50
Trois mois. » 1 25

Les abonnements pris dans les bureaux de poste paient une surtaxe de 20 cent.

ORGANE COMMUNISTE-ANARCHISTE

Paraissant tous les samedis

POUR L'EXTÉRIEUR

Un an. Fr. 7 —
Six mois. » 3 50
Trois mois. » 1

Les abonnements peuvent être payés timbres-poste de tous pays.

ADMINISTRATION : 140, Rue Mouffetard, 140, PARIS

Le 1^{er} Septembre

A 1 heure du soir

Réunion Anarchiste Internationale

SALLE DU COMMERCE

94, FAUBOURG DU TEMPLE, 94

LE CENTENAIRE DE LA RÉVOLUTION

V

Si l'histoire de la Grande Révolution, telle qu'elle a été racontée par Michelet, Louis Blanc ou même Mignet, a puissamment aidé à réveiller dans le monde entier l'esprit de révolte et la haine des tyrans, elle a fait d'autre part un mal incroyable en cultivant le préjugé gouvernemental, en donnant aux gouvernements révolutionnaires et au club jacobin une importance qu'ils n'ont jamais eue, en effaçant le rôle des masses et en créant ainsi une tradition révolutionnaire absolument fautive.

En lisant ces histoires vous commencez à croire que ce sont les représentants du peuple qui ont fait la Révolution, qu'ils ont pris l'initiative de saper le vieil édifice, que ce sont eux qui ont démolé l'ancien régime, en faisant de temps en temps un appel au peuple pour soutenir leurs revendications.

Il n'en est rien en réalité, et il n'y a rien de plus faux que cette manière, très accréditée, de concevoir la Révolution. Les représentants de la nation ont certainement travaillé à organiser le pouvoir de la Bourgeoisie, à faire le gouvernement centralisé que nous connaissons, fonctionnant entre les mains et à l'avantage de la Bourgeoisie. Mais cela même, ils ne l'ont fait qu'à mesure que la Révolution populaire détruisait l'ancien régime. Et ils l'ont fait de manière à sauver dans la débâcle le plus possible des institutions du passé.

Quant à leur force d'attaque, elle fut insignifiante, et on peut affirmer sans exagération que toute l'œuvre de démolition fut faite par le peuple, en dehors des assemblées et contre leur désir. Ce fut le peuple qui abolit les servitudes féodales, malgré la résistance de ses représentants. Ce furent les va-nu-pieds qui désorganisèrent tous les rouages de l'ancienne monarchie : ses parlements, ses institutions provinciales, son administration fiscale et sa force de répression, malgré les édits sévères lancés contre eux par ceux qui s'appelaient leurs représentants.

On a dit quelquefois que les représentants du peuple à l'Assemblée Constituante, à la Législative et surtout à la Convention ont sanctionné, du moins, les faits révolutionnaires accomplis. Mais c'est encore trop dire. Tout ce que le peuple

a pu obtenir de ces Assemblées — après avoir agi contre leurs ordres précédents — ce fut de les forcer, en les insultant du haut des tribunes et en les menaçant de massacre, — de les forcer à reconnaître certains faits en les traduisant par des lois ; mais alors même, leurs lois les plus avancées furent toujours des compromis avec le passé. C'étaient toujours des arrangements par lesquels on cherchait à sauver, en face du peuple révolté, ne serait-ce qu'une partie des anciens privilèges (1).

Ainsi les Assemblées, y compris la Convention, furent toujours un boulet aux pieds de la Révolution. Jamais elles ne prirent les devants de l'œuvre révolutionnaire, quoiqu'en disent Michelet ou Louis Blanc.

Il nous serait impossible dans un journal de suivre pas à pas la Révolution pour démontrer ce que nous avançons. Cependant, quelques exemples suffiront déjà pour prouver l'exactitude de notre manière de voir.

Prenons le fait le plus important de la Révolution — l'abolition des droits féodaux — et voyons comment elle s'est faite.

On connaît la légende de la nuit du 4 août 1789. Le clergé et la noblesse, saisis d'un élan patriotique, auraient abdicé eux-mêmes de leurs droits durant cette nuit mémorable. Ainsi le veut l'histoire. Et, pour le prouver, n'a-t-elle pas les discours déclamatoires du duc d'Aiguillon, du duc de Noailles, de l'archevêque de Chartres et d'une vingtaine de gentilshommes ?

Paroles tout cela ! Enthousiasme qui ne dura que quelques heures, lors même qu'il fut sincère.

Et d'abord, il est certain que ce fut une nuit de panique, et non pas une nuit d'enthousiasme. Les châteaux brûlaient. Les trois-cinquièmes des châteaux dans les provinces de l'Est avaient été pillés dans le courant de quelques semaines. Une soixantaine avaient été brûlés. Envers quelques seigneurs les paysans avaient été sévères : ils avaient rôti leurs pieds sur le feu pour les forcer d'abdiquer leurs droits, et les lettres arrivées à Paris grossissaient les événements.

« Ce ne sont pas les brigands qui font cela », — ainsi parlait le duc d'Aiguillon — « mais dans certaines provinces tout le peuple a fait une espèce de ligue pour démolir les châteaux, ravager les terres et surtout s'emparer des chartres (dans lesquels les redevances féodales étaient consignées).

C'est la panique qui parle — non l'enthousiasme.

Mais — que proposent ces farouches révolutionnaires du Tiers-Etat en constatant la Jacquerie ?

1. Leverdais, dans un livre malheureusement trop peu connu, *Les Assemblées parlantes* (paru en 1883 chez Marpon et Flammarion) a traité la question concernant la Convention. Encore n'a-t-il pas pu analyser un à un ses décrets : cette analyse aurait certainement prouvé que même la Convention « épurée » n'a fait que voter des compromis.

Consultez le *Moniteur* et vous y verrez qu'ils sont venus à la séance pour demander une loi protégeant les nobles contre les paysans insurgés. Heureusement, les nobles sont mieux renseignés sur l'état des campagnes. Ils sentent qu'il y va de leur peau. Ils savent que si cela continue, tous leurs privilèges vont sombrer à la fois. Ils cherchent de sauver l'essentiel en sacrifiant « sur l'autel de la Patrie » ce qui n'a pas de valeur. Et ils s'empressent de renoncer aux servitudes personnelles, — celles que les paysans ne paient plus depuis sept ou huit mois ; ils renoncent à la justice seigneuriale qu'ils ne pourront plus exercer, puisque c'est la justice paysanne qui prime en ce moment.

Mais, après toutes ces abdications, que décide l'Assemblée Constituante ?

Elle déclare que le droit féodal est aboli : c'est ainsi que commence son décret. Mais cinq ou six lignes plus loin, elle nous apprend qu'elle n'abolit que ce qui n'existe plus — les servitudes personnelles, celles que, — les rapports des intendants le constatent, — n'étaient plus exécutées dès 1788, celles dont Chassin nous dit que pour les rétablir il eût fallu assiéger chaque village séparément, — et encore !

Quant aux servitudes réelles — champarts, terriers, cyriers comptants et tout le reste — quant aux servitudes réelles, les seules qui aient encore une valeur pécuniaire, elles restent tout comme auparavant. Les paysans auront le droit de les racheter, s'ils s'entendent sur le prix du rachat avec leurs seigneurs. L'Assemblée révolutionnaire fait moins sous ce rapport que le gouvernement russe en 1861. Elle ne rend pas le rachat obligatoire ; elle ne détermine pas le prix de rachat. — « Entendez-vous avec vos seigneurs. S'ils veulent vous laisser racheter les redevances féodales, ils le feront. S'ils ne le veulent pas, ils ne le feront pas. Mais payez, payez immédiatement ; et si vous ne payez pas les municipalités seront chargées de vous mettre à la raison. On vous pendra ».

Voilà l'essence des fameux décrets du 5, du 6, du 8, du 10 et 11 août. Vous comprenez maintenant pourquoi pas un, pas un seul des historiens de la Révolution n'a donné le texte de ces décrets. Ils s'en sont bien gardés.

« Le mécontentement est général dans les campagnes, à la suite des décrets » écrivait cette réactionnaire madame de Staël. « Si on ne les améliore pas, la Jacquerie va recommencer. »

Et la Jacquerie recommençait. Elle recommençait de plus belle.

Au fond, les décrets du 5 au 9 août n'étaient que des déclarations de principes. Ces législateurs si nets de style, si clairs lorsqu'il s'agissait de promulguer une loi concernant l'organisation de l'autorité bourgeoise, se bornaient à des phrases lorsqu'il s'agissait d'entamer un des privilèges économiques — privilège qu'ils partageaient avec les nobles.

Aussi ne s'empressaient-ils pas de promulguer des décrets. Le roi ayant refusé sa sanction, ils

ne le pressaient pas d'obéir. Il faut que le peuple, les femmes, amènent le roi à Paris au 5 octobre, qu'ils lui fassent sentir la pression de la cité révoltée, pour qu'il se décide à donner sa sanction. Mais même après avoir obtenu sa sanction à ces décrets qui sanctionnaient les droits féodaux en en imposant le rachat, — l'Assemblée se garda de promulguer ces décrets. Elle se borna à les envoyer aux parlements et le fait est qu'ils n'ont jamais été dûment promulgués.

Cependant, les paysans, en apprenant vaguement qu'il avait été question des redevances féodales à Versailles, y virent un nouvel encouragement. Ils continuèrent la Jacquerie, si bien, qu'en février 1790, le Comité des rapports constatait que l'insurrection paysanne continuait toujours. Il constatait que le Quercy, le Rouergue, le Périgord, la Basse-Bretagne étaient en feu à leur tour — que la Jacquerie avait marché vers l'Ouest. Il demandait que l'on expliquât enfin d'une façon précise quels droits féodaux sont abolis et lesquels sont maintenus. Et il demandait des mesures de rigueur contre les paysans. Et, que fit l'Assemblée Nationale? Elle exprima ses regrets; elle envoya son approbation aux municipalités qui pendaient sommairement les paysans révoltés (qui en avaient pendu 20 en Maconnais, 12 à Douai, et ainsi de suite) et elle ordonne de répéter le décret du 10 août, un décret draconien contre les « brigands ».

Ce ne fut qu'en mars 1790 qu'elle se décida à faire un nouveau pas pour préciser les droits féodaux abolis. Mais encore en juin de la même année elle faisait une loi au terme de laquelle ceux qui ne paieraient pas les dîmes, les champarts et les agriers comptants seraient punis sévèrement. Quoi! ceux qui auraient seulement parlé contre ces redevances devaient être livrés à la rigueur de la loi martiale!

Heureusement, la France n'avait pas de gouvernement. Les assemblées se succédaient, les chefs se pavanaient et se donnaient du galon en province comme à Paris, mais leur pouvoir n'était pas réel. C'était un coin de l'Anarchie... et la Jacquerie continuait, et les droits féodaux s'abolissaient de fait, lors même que la loi continuait à les reconnaître.

Veut-on savoir quand ils furent abolis, sans rachat, par la loi? — Le 14 juin 1792, par un coup de Jarnac à l'Assemblée. Au moment où il ne restait dans la salle que 200 députés de la gauche sur 497, cette poignée s'empressa de bâcler à la hâte une loi reconnaissant le fait déjà accompli dans les villages.

Et on nous parle encore des principes de 1789? du rôle des assemblées révolutionnaires? — Mensonge, fable convenue, fable faite pour mener les troupeaux humains!

Mais ce n'est pas encore tout. La terre — c'était la grande question pour le paysan. Et il faut que nous disions comment cette question de la terre fut traitée par les « Assemblées parlantes » de la Révolution.

ENCORE LE CONGRÈS MARXISTE!

Aux compagnons,

Des camarades anglais et allemands, présents au Congrès Marxiste, me font remarquer qu'en vérité, et malgré mon impression contraire, les insinuations du sieur Deville ont été traduites en anglais. Je n'ai aucune raison à soutenir une version plutôt que l'autre, et pour le respect de la vérité, nous accueillons l'observation des camarades. Il n'en reste pas moins vrai qu'on a fait l'insinuation, qu'on m'a refusé de parler même contre la clôture de la discussion! Ne reste-t-il pas vrai qu'on a voulu voter sans écouter ma résolution contraire, quoique je me fusse inscrit dès le matin?

Je regrette de prendre de l'espace à la propagande: et je termine en citant l'appréciation non suspecte du D^r de Paeppe, qui en rendant dans la *Société Nouvelle*, un compte-rendu à un point de vue favorable, du Congrès, regrette lui-même l'étouffement de la discussion, comploté par les meneurs du Congrès.

Bien à vous.

MERLINO.

MOUVEMENT SOCIAL

France

LIMOGES. — Nous recevons la lettre suivante: Voici la conduite ignoble du président des assises qui ont condamné la femme Souhin.

Nous avions fait venir le comp. Thennevin (à défaut de Tortelier) pour faire cette défense; la femme Souhin l'avait accepté, mais le président Bozon est allé, deux jours de suite à la prison, obséder la prévenue pour la faire revenir de son choix; à force de jésuitisme, il y est arrivé; c'est ce qui explique la défense par Argyriadès et l'opportuniste Fayout. Le mari qui ces jours-ci est allé voir sa femme, a su d'elle ces explications.

Ainsi que vous le voyez, la défense par un anarchiste était un fait accompli sans l'infamie des gens de robe.

CETTE. — Nous apprenons qu'un nouveau groupe franchement communiste-anarchiste vient de se fonder à Cette, sous le titre de: *Le Rationnel*. Ce groupe a pour but principal l'étude approfondie de la *Question sociale*, de la recherche de sa solution, la plus rationnelle, c'est-à-dire conforme non pas aux idées particulières de tel ou tel individu ou de tel ou tel groupe, mais à la nature de l'homme, de la plus propre à contribuer à son développement physique, moral et intellectuel.

Le groupe *Le Rationnel* se rallie pleinement au manifeste du groupe *l'Egalitaire*, qui a été publié par la *Revolution*, et se propose d'en développer les articles par la parole ou par l'écrit.

Les adhésions seront reçues par le compagnon Tricot, rue de l'Esplanade, café des Travailleurs; et par le compagnon Jean-Baptiste Henry, villa des Pins, à Issanka, près Balaruc (Hérault).

BOUGLON. — Le camarade de Breuille qui dans une correspondance publiée dernièrement par la *Revolution* parlait des frasques des notaires de sa région, croit peut-être que ces faits n'arrivent que là-bas. Qu'il se détrompe! les notaires du Sud-Ouest ne sont pas plus en retard que ceux de l'Est et ils savent prendre la poudre d'escampette sans laisser derrière eux les grosses sommes que tant de pauvres gogos ont eu l'imbécillité de leur confier.

Et ils seraient vraiment bons de ne pas le faire. La police internationale qui traque impitoyablement les Pini et les Parmeggiani ne trouble pas la fuite de ces honnêtes officiers ministériels. Pas de pierre d'achoppement sur leur route. Il n'y a pas de danger qu'ils soient obligés d'aller passer quelques jours de villégiature à Nouméa-les-Bains.

Dans les environs, il y en a plus d'une douzaine qui ont ainsi filé en Belgique ou en Espagne par une nuit tranquille. Deux banquiers, l'un d'Agen — et cousin de l'illustre Guizot Enrichissez-vous dont il a admirablement suivi le précepte, — l'autre de Bazar a pris le même chemin. Dans notre canton qui a la bonne ou plus franchement la mauvaise fortune de posséder deux braves tabellions, l'un s'est éclipsé et l'autre — plus malin encore — trouve le moyen, tout en restant paisiblement les pieds sur les chenêts, de soutirer à ses bonnes bêtes de clients quelque chose comme 380,000 francs — disent les mauvaises langues.

Avec tout cela, il n'y a plus un sou pour la culture. Les fesse-Mathieu échaudés ne veulent plus prêter un liard à la propriété qui a dû s'adresser à des établissements de crédit, et en première ligne au Crédit Foncier qui fait saisir au bout d'un an ou dix-huit mois de créance et est ainsi en train de devenir le plus fort imposé du département.

La récolte du froment est mauvaise, aussi tout le monde crie misère. Si le cours du bétail n'avait pas repris après la rupture du traité de commerce avec l'Italie, ce serait pis encore. Les hobereaux eux-mêmes, étrangers au commerce et à l'industrie, s'ils n'ont pas de rentes sont bien bas. Seuls, quelques politiciens cantonnés dans des emplois plus ou moins rétribués, et les pensionnés de décembre 1831, ne se plaignent pas de la crise.

Allons! amis des villes, de la propagande dans les campagnes, sans quoi j'ai bien peur que la tempête nous surprenne!

MARSEILLE. — Une journée de candidats venant de Paris, s'est abattue sur notre bonne ville et du dessus du panier encore. Mais nous pouvons dire qu'ils trouvent du fil à retordre, pour soutenir cette vieille balançoire qu'on appelle suffrage universel.

Dans chaque réunion qu'ils organisent ils se trouvent en face des compagnons qui savent résumer tout ce que ces aspirants bouffe-galette viennent débiter; à un tel point, que dimanche dernier, après avoir reçu une verte leçon dans une première réunion ils n'ont pas voulu entendre la contradiction dans la seconde, ce qui nous a permis de faire comprendre au public l'intolérance des socialistes-autoritaires. Quand le soir, dans une autre réunion ils ont voulu nous exclure complètement de leur salle, le public a protesté et ils ont été obligés de nous laisser parler. Cependant notre intervention était à peu près inutile, puisque les divers courtiers électoraux en sont près de venir aux mains pour imposer chacun leur candidat. Nous avons pu faire remarquer alors aux partisans de l'union par le suffrage universel, que c'est le plus grand diviseur de la classe prolétarienne.

D'une autre correspondance:

Dimanche dernier, les citoyens Jules Guesde, Paul Lafargue et Duc-Quercy donnaient ici une conférence électorale. Tous ces messieurs ont pris la parole, tous trois ont fait du régime actuel une critique plus ou moins sentimentale, mais aucun d'eux n'a eu le courage d'exposer son programme. Toujours la même chose, des mots et encore des mots. L'ex-anarchiste Tressaud présidait.

Les compagnons Mahon et Reynaud ont répondu victorieusement aux candidats. Le compagnon Reynaud a pris à partie le citoyen Jules Guesde et d'une façon toute courtoise, mais très énergique, lui a rappelé ses anciens écrits où l'écrivain socialiste répudiait le suffrage universel. Vous savez aussi bien que nous, citoyen Jules Guesde, lui a dit le compagnon Reynaud, que le bulletin de vote a fait ses preuves. Vous avez dit assez souvent que la Révolution, aussi bien au point de vue intellectuel que matériel ne se ferait que par le peuple seul et sans mandataires. Vous n'ignorez pas, vous, l'âme d'une fraction du parti socialiste parisien, que vous serez impuissant comme l'ont été vos devanciers qui, socialistes comme vous, n'ont rien dit ni rien fait au Palais-Bourbon.

Et quand bien même seriez-vous une majorité socialiste au Parlement: que pourriez-vous faire? Le régime que vous rêvez ne vivra jamais, tant que vous lui donnerez une organisation par des lois.

Autorité ou liberté, tout est là. On ne peut transiger, ou l'une ou l'autre.

Eh bien, si c'est la liberté que vous voulez. Si en un mot vous êtes aussi sincère et aussi désintéressé que vous voulez bien le dire, ne demandez pas aux électeurs de vous envoyer à la chambre où vous ne tarderez pas à vous contaminer. Restez avec nous et utilisez l'intelligence que vous possédez et l'instruction que vous vous êtes donnée au profit de l'éducation économique du peuple pour le bien de la Révolution.

Le citoyen Guesde n'a rien répondu à ce langage, et pour cause.

L'ex-anarchiste Tressaud qui présidait toujours s'est empressé de lever la séance après avoir fait voter un ordre du jour que Lafargue avait en poche, lequel ordre du jour n'a réuni qu'un nombre infime de suffrage. Bonne journée pour la propagande.

LE HAVRE. — Le dimanche 18 août, la Ligue Havraise des Travailleurs réunis, donnaient une réunion publique et contradictoire à la salle Franklin, cours de la République, 1,000 personnes environ y assistaient, dont les trois quarts d'ouvriers. Le compagnon Heudier ouvre la séance en disant que la réunion sera contradictoire et expose en quelques mots la situation précaire des travailleurs havrais.

Après lui, le compagnon Lorie démontre à l'assemblée toutes les turpitudes des gouvernants et des exploités en général et fait un appel au groupement de tous les travailleurs, afin d'être forts pour renverser les institutions monarchiques qui nous régissent encore et conclut que les travailleurs ne pourront s'émanciper qu'en ne comptant que sur eux-mêmes et non pas sur les divers candidats qui promettent beaucoup et ne tiennent jamais leurs promesses une fois qu'ils sont devenus gouvernants, bourgeois, c'est-à-dire exploités de la naïveté humaine.

Ce discours a été maintes fois interrompu par des applaudissements frénétiques de l'assemblée.

Le compagnon Heudier demande à l'auditoire s'il n'y a pas dans la salle quelques contradicteurs. Malgré la présence des plumitifs de la Bourgeoisie et de plusieurs souteneurs du Capital, personne ne demande à répondre au compagnon Lorie.

Le compagnon Montant prend la parole et démontre avec preuves à l'appui, que la Liberté, l'Égalité sont et seront de vains mots tant que les instruments de production appartiennent à une poignée de parasites qui empêchent de plus en plus au progrès de se manifester dans toutes les branches de l'activité humaine. La Révolution sociale violente s'impose à notre époque, dit-il, comme elle s'imposait il y a un siècle pour l'émancipation de la classe bourgeoise.

Après avoir démontré l'inanité du suffrage dit universel, il conclut en disant que les travailleurs n'obtiendront rien, absolument rien de la classe possédante : ni réduction d'heures de travail ni augmentation de bien-être, sans la Révolution sociale violente. Ces déclarations ont été accueillies par une double salve d'applaudissements.

Quelques citoyens, travaillant au port, réclament avec énergie la réduction de la journée à 8 heures. A cet effet, ils ont fait avec le concours de la Ligue Havraise, des listes de pétitions qui doivent être présentées sous peu à MM. les entrepreneurs de déchargements. Malgré tout ce qui a été dit, ils ont encore cette illusion. Mais comme les listes sont déjà distribuées et qu'ils attendent la réponse définitive dans une quinzaine; ils seront vite désillusionnés et viendront sûrement grossir les rangs des communistes.

Un manifeste franchement révolutionnaire libertaire a été distribué dans l'assemblée et dans les rues du Havre. Il a été très lu et commenté dans un sens favorable aux idées communistes-anarchistes. En somme, bonne journée pour la propagande de nos idées et nous osons espérer que la population havraise ne sera pas la dernière à revendiquer ses droits ainsi que les droits de l'Humanité toute entière.

Le groupe communiste-anarchiste du Havre.

Suisse

GENÈVE. — Grand bruit parmi nos bourgeois. Les anarchistes viennent de faire distribuer un manifeste imprimé en français et en allemand, pour protester contre la platitude des gouvernants suisse.

Ce manifeste dont je vous envoie un exemplaire a été distribué par toute la Suisse, sans que la police ait pu mettre la main sur les distributeurs. La vieille rengaine d'agents provocateurs a été lancée par les journaux bourgeois. Il suffira d'en publier le texte pour faire justice des calomnies bourgeoises :

MANIFESTE DES ANARCHISTES SUISSES

Travailleurs !

L'affaire Wohlgemuth qui vient de fournir au gouvernement allemand une nouvelle occasion d'imposer chez nous son système d'espionnage, va servir également de prétexte à nos gouvernants, pour expulser, non-eulement les policiers de Bismarck, mais les socialistes, et surtout les anarchistes étrangers. Ceux-ci étant depuis longtemps l'objet de mesures prises en commun avec les gouvernements étrangers, les rigueurs de la police politique vont être appliquées définitivement et ouvertement par le gouvernement suisse, qui est comme on sait, le gardien des monarchies qui nous entourent.

Pour les besoins de leur cause, les autorités fédérales, et presque toute la presse suisse, ont habilement confondu les policiers étrangers et les anarchistes, en présentant ceux-ci comme des agents provocateurs. Rien n'a été épargné pour fausser l'opinion publique sur les menées policières dont notre pays est depuis longtemps le théâtre. Aussi devons-nous nous attendre à des mesures qui atteindront, non seulement les socialistes réfugiés chez nous, mais aussi les anarchistes suisses.

Les discours de M. N. Droz (le dernier surtout) ne laissent aucun doute à ce sujet.

La bourgeoisie suisse, la plus lâche et la plus rampante de toutes, est affolée; sa haine pour les socialistes et les anarchistes, n'a d'égal que la peur qu'elle éprouve d'une invasion qui serait la fin de la soi-disant neutralité suisse.

Nous ne relèverons pas toutes les insultes adressées à nos amis expulsés, ni les mesquineries policières dont ils ont été l'objet; mais ce que nous ne saurions laisser passer sans protester énergiquement, c'est de les voir présenter aux travailleurs suisses comme des agents provocateurs à la solde des polices étrangères.

Pour répondre aux mensonges jetés à la face des prolétaires suisses, nous dirons qu'un pays dont les paysans émigrent chaque année par milliers; qui met ses enfants aux enchères et entretient grassement ses ours; qui est infesté de mômiers de toutes teintes exploitant l'ignorance des masses; un pays

dont la classe dirigeante pratique hypocritement la bienfaisance, après avoir volé et réduit à la mendicité des familles entières de travailleurs; un tel pays a aussi ses légions de misérables affamés, de mécontents, prêts à grossir l'armée révolutionnaire, sans qu'il soit besoin de meneurs étrangers pour les y pousser. Ils sentent bien qu'ils ne sont pas plus heureux que les prolétaires du monde entier; et ils s'organisent pour revendiquer leur droit à l'existence, car tous comprennent que la Suisse aussi doit fournir son contingent de révoltés quand sonnera l'heure de la débâcle générale.

Les idées nouvelles qui pénètrent de plus en plus dans les masses, marquent bien l'agonie du vieux moule, elles font trembler tous les Etats, républicains aussi bien que monarchies. Aussi toutes les bourgeoisies, y compris la nôtre, qui ont intérêt pour assurer leurs privilèges, à écraser la révolution qui les étirent de tous côtés, sont-elles décidées à s'unir contre la révolution, et bientôt, grâce à la complicité du gouvernement suisse, il n'y aura plus d'a-île pour les révoltés. Nous, nous disons: tant mieux, car il y a longtemps que notre sol servait de souricière dans laquelle sont venus se jeter tant de fiers lutteurs, lâchement rendus à leurs bourreaux. Puisque les bourgeois veulent la guerre sans merci, nous l'acceptons. Ils comptent sur l'armée pour les protéger contre nos revendications, mais qu'ils songent bien que dans un régiment il y a plus de soldats que d'officiers, et le jour où ils voudront faire massacrer les ouvriers en blouse par les ouvriers en uniforme, les uns et les autres pourraient bien se servir de leurs armes, et contre les chefs galonnés, et contre les assassins gouvernementaux qui oseraient donner un tel ordre.

La circulaire confidentielle parue en mai 1888, établissait déjà que les Suisses qui prendraient une part active aux réunions où se discutent les questions sociales, seraient surveillés aussi bien que s'il s'agissait d'agents provocateurs ou d'anarchistes étrangers; ce fut alors un cri de protestation de la part de presque toute la presse suisse.

Aujourd'hui, la police politique fédérale prend des renseignements sur les sociétés ouvrières, leurs comités et leurs présidents, et la presse bourgeoise ne proteste pas: lâche et servile, elle applaudit aux mesures répressives qui frappent la classe ouvrière, sans se douter qu'elle ne fait que travailler à l'avènement de la Révolution sociale.

Donc, la danse va commencer; la Bourgeoisie, qui vient de doter la Suisse d'un procureur général permanent, peut donner libre cours à sa haine contre les socialistes, mais comme il n'y aura bientôt plus aucun étranger à expulser, c'est nous anarchistes suisses qui allons nous mesurer avec cette fameuse police politique fédérale. En inaugurant une nouvelle période de lutte imposée aux travailleurs par les bourgeois coalisés, les anarchistes tiennent à bien définir la part qu'ils comptent prendre dans le mouvement socialiste.

Comme tous les gouvernements se ressemblent, quelle que soit leur dénomination, nous continuerons à faire une guerre sans trêve aux institutions bourgeoises, en sapant les bases mêmes sur lesquelles repose l'organisation sociale actuelle. Nous irons dans toutes les réunions ouvrières où se discutent les questions sociales, pour y prêcher la lutte de classe et souffler dans le cœur des prolétaires la haine contre l'ordre de choses établi.

Quand les phraseurs bourgeois se faufleront parmi les ouvriers pour leur parler de patrie, et les exciter contre leurs frères étrangers, nous, anarchistes, serons là pour démasquer les imposteurs; enfin nous dirons toujours et partout que les politiciens suisses (radicaux, libéraux et conservateurs) trompent sciemment le peuple, quand ils lui offrent comme remède à tous les maux des semblants d'organisation du travail, obligatoire ou non, en conservant comme bases le salariat et la propriété individuelle du sol et des produits du travail.

Quat à vous, procureur général, qui allez recevoir dix mille francs par an pour accomplir la besogne de policier international, sachez que les anarchistes suisses sont de taille à tenir tête à toutes vos lois répressives.

Soyez sûr que malgré votre armée de mouchards, nous saurons quand même offrir un abri aux lutteurs que les gouvernements étrangers auront sur notre sol.

Pendant que l'on puisera dans les poches des contribuables pour solder votre misérable besogne, nous puiserons dans l'appui des masses, les forces nécessaires pour déjouer tous vos moyens d'intimidation.

Sachez enfin que la création d'une police politique dans notre pays ne réussira qu'à faire circuler un sang plus vigoureux dans nos veines et amener des hommes de plus dans nos rangs.

Et toi, gouvernement fédéral, qui vient de te

prosterner aux pieds d'un roi d'Italie, à Goeschonen même, où tu as fusillé des prolétaires italiens et suisses, toi qui a applaudi aux massacres de Paris, Londres, Chicago, Vienne, Pittsburg et tant d'autres, toi, qui as rendu lâchement à leurs gouvernements les meilleurs défenseurs des opprimés, il ne nous reste que deux mots à dire: « Oeil pour oeil, dent pour dent ».

Vive l'Anarchie !

Les anarchistes suisses de Bille, Fribourg, Aarau, Locle, Birsachach, Neuchâtel, Saint-Gall, Berne, Chaux-de-Fonds, Zurich, Lausanne, Vallon-de-Saint-Imier, Genève, Lugano, Winterthur, Bienne, Glaris et Lucerne.

Angleterre

Depuis une quinzaine de jours les travailleurs des docks de Londres sont en grève. Loin de tomber, la grève tend à s'étendre, et dimanche passé on appréciait à 70 ou 80,000 le nombre de travailleurs en grève dans le East End de Londres (la partie orientale, la plus pauvre de la capitale).

Samedi et dimanche passé, les grévistes ont tenu des meetings imposants. Sous une pluie battante, pendant que l'orage furieux grondait sur Londres, les travailleurs tenaient dans divers quartiers de la capitale, en plein air, des meetings nombreux dont la terreur faisait venir le froid au dos des bourgeois.

Dimanche, une foule compacte, de plus 50,000 hommes selon les uns, de plus de 80,000 hommes selon les autres, se rendait en colonnes serrées au Hyde Park. Les journaux bourgeois sont à se demander si jamais il y a eu au Hyde Park une manifestation aussi imposante et nombreuse.

L'immense pré du parc était si bien couvert d'êtres humains que l'on apercevait à peine par ci par là, une plaque de verdure. Si cette appréciation est juste, cela porterait à plus de 100,000 hommes le nombre de manifestants accourus autour des plate-formes du parc.

Une chose est certaine. C'est qu'il a suffi d'une grève des chargeurs de navires à Londres pour que toute la population des quartiers pauvres de la capitale prit parti pour eux. Dimanche passé ce n'était pas une manifestation des travailleurs des docks — c'était la manifestation des pauvres de l'East-End.

Reste à savoir si les travailleurs des docks dans d'autres ports de l'Angleterre et de l'Ecosse vont se mettre en grève. Les agitateurs socialistes avaient toujours dit autrefois qu'il était impossible d'organiser les travailleurs des docks: cette population la plus pauvre de toutes, ne se prêtait pas à l'organisation. Chaque matin, dès 4 ou 5 heures, on peut voir aux portes des docks quatre à cinq cents déguenillés se poussant par la force pour être plus près de la grille qui s'ouvrira à 7 heures, et laissera entrer le nombre nécessaire de « bras », pour se refermer dès que les docks auront engloutis le nombre de machines humaines requises pour la journée.

Lorsque la misère est à ce point, disait-on, il ne peut y avoir question d'organisation.

Mais, comme toujours, les agitateurs étaient dans l'erreur. Des hommes n'appartenant pas aux organisations socialistes régulières ont travaillé avec entrain depuis un an ou deux, et, si miséreux qu'ils soient, ils se soutenaient avec une solidarité inconnue dans les métiers mieux rétribués.

Remarquez bien que la grève, pour les travailleurs des docks, c'est la misère noire, la faim dès les premiers jours. Ils n'ont rien en réserve, rien à porter chez le brocanteur — rien ! et les rapports officiels constatent que ceux qui se plaignent le plus de la grève sont les loueurs de maisons de nuit, où les ouvriers des docks couchent à raison de 10 centimes par tête, ou moins, et les tout petits restaurateurs qui écoulent les restes, les déchets de nourriture de Londres. Cela nous donne une mesure des souffrances des grévistes. Beaucoup n'ont rien à manger.

Malgré cela la grève dure déjà depuis 15 jours, et les grévistes ne montrent pas le moindre signe d'abattement.

On n'est pas sûr cependant que les autres ports joindront la grève. Plus avancés dans leurs groupements, les travailleurs de Londres se sont mis en grève, et les autres ne sont probablement pas encore prêts pour suivre leur exemple.

Au meeting de dimanche il a été cependant question d'une grève générale des travailleurs des usines à gaz. Si elle réussissait, Londres serait plongé dans l'obscurité complète, ce serait une bonne leçon aux riches et cela apprendrait aux travailleurs à connaître leur propre force.

Quel dommage que ce ne soit pas la saison des brouillards noirs de janvier quand on allume le gaz

dans la matinée ! Avec une moitié de l'East End en grève, et le brouillard noir, et l'obscurité, on ne sait trop ce qui arriverait. La panique des riches serait terrible. Ils se demandent déjà ce que ce sera si une cinquantaine de mille Orientaux (de Londres) viennent appuyer les grévistes ?

La grève s'étend toujours. Plus de 12,000 hommes de divers métiers et presque tous les hommes de peine des dépôts de charbon de Londres se sont mis en grève.

Malheureusement, les travailleurs des docks de Liverpool, de Harwich et d'autres grands ports hésitent de joindre le mouvement.

Les ouvriers des usines de gaz ont aussi déclaré qu'ils ne se mettraient pas en grève. En entrant dans les usines, chacun signe un engagement de ne pas faire grève sans en prévenir les patrons une semaine à l'avance ; quitter le travail immédiatement serait s'exposer à des amendes très fortes. Il paraît que cette crainte a suffi pour retenir les travailleurs des usines à gaz et ils se bornent à envoyer des souscriptions.

Les souscriptions affluent de tout côté, — des ouvriers typographes entr'autres qui ont souscrit 12,500 francs, mais tout cela n'est qu'une goutte dans l'Océan. L'Armée du Salut prend aussi parti pour les grévistes et donnera les rations à moitié prix dans ses restaurants de l'East End tant que la grève durera.

Les exploités tremblent déjà. Les docks sont gardés par de fortes escouades de policiers ; cavalerie et infanterie sont tenues prêtes à massacrer le peuple, consignées dans les casernes. Et derrière la troupe il y a les volontaires, commandés par des officiers obéissant au Lord Maire. Tout est prêt à se ruiner sur les grévistes au moindre tumulte.

Mardi. — Tout East End est debout. Hier soir, 100,000 hommes, 100,000 hommes déguenillés possédaient les rues. Les travailleurs de toute sorte de métiers viennent trouver Burns, le meneur principal de la grève ? « Nous sommes prêts ».

Où, il le faut ! car ce serait la grève générale. Mais — ni Burns ni aucun autre n'en accepteront la responsabilité, car la grève générale, ce serait l'insurrection de l'East End, dont personne ne saurait prévoir les conséquences.

D'après les dernières nouvelles, Burns arrête le mouvement qui prend d'autres proportions qu'une manœuvre électorale. On pense que les Tories ont travaillé à ce mouvement. Le mouvement les débordera aujourd'hui.

Nicaragua

Le docteur Casaque a été élu président de la république de Nicaragua.

On ne nous dit point combien de fois ce personnage a été obligé de changer de veste pour atteindre à cette haute magistrature. (Productor)

Etats-Unis

La misère des mineurs de Braidwood devient indigne. Les malheureux meurent de faim. Récemment, un cheval tombé sur la voie publique a été abattu, dépecé en quelques minutes, et les ouvriers se sont partagé sa chair chaude et sanglante. Les mamelles des mères n'ont plus de lait ; les enfants meurent sur les seins desséchés.

(Gazette de Montreal)

Portugal

Notre camarade A Revolta de Lisbonne nous demande de reproduire l'entrefilet suivant :

Le groupe communiste-anarchiste de Lisbonne proteste énergiquement contre l'agissement abusif du Parti ouvrier socialiste (Fédération du Sud) gaspillant les sommes obtenues par souscription publique, sommes qui ne devaient être employées au bénéfice des ouvriers en grève ou en chômage, et lesquelles sommes ont été gaspillées pour envoyer un délégué au Congrès de Paris.

En outre, le groupe communiste anarchiste déclare très haut que le bureau du parti socialiste (Fédération du Sud) a indignement trompé le peuple de Lisbonne, en prenant l'engagement public il y a trois semaines, de faire parvenir les sommes en caisse aux ouvriers chapeliers de la ville de Porto maintenant en grève, et jusqu'à ce jour ne s'est pas acquitté de son engagement, ne pouvant pas le faire, ayant gaspillé les dites sommes avec son délégué.

(a) Le groupe anarchiste.

COMMUNICATIONS ET CORRESPONDANCE

Les compagnons qui pourraient loger des camarades étrangers ou de province venant à Paris pour la réunion du 1^{er} septembre, sont priés de le faire savoir au plutôt à l'administration de la *Revolte*.

Le journal *L'Attaque*, du 7 septembre sera exclusivement consacré à l'abstention électorale.

Ce sera l'exposé des diverses considérations qui démontrent le danger du suffrage universel.

En voici le sommaire :

Manifeste abstentionniste : La Rédaction. — *La Légalité* : L. Weil. — *Stérilité des réformes* : Merlino. — *Lutte inégale* : Ch. Malato. — *Pourquoi se compter* : E. Pouget. — *Restons en légitime défense* : A. Antignac. — *Trahison fatale* : S. Mougins. — *Un piège à éviter* : S. Faure. — *Electeurs et Candidats* : E. Gegout. — *Propagande à rebours* : Justus. — *Activité dans l'abstention* : S. Faure. — *Vive l'Anarchie* : « L'Attaque ».

Ce numéro sera laissé aux compagnons et groupes au prix de 2 fr. le cent (2 fr. 50, port payé).

On peut faire les demandes dès aujourd'hui.

Le comp. Keirel prie les camarades qui lui envoient des journaux et brochures de tenir compte de sa nouvelle adresse, St-Bauzille-du-Putois (Hérault).

Le groupe *Les Libertaires* de Ganges remercie les compagnons de Foix et de Clarens de leurs envois.

Les compagnons des environs de Marseille ou de province (région du Midi) qui désirent des manifestes abstentionnistes pour les élections législatives sont priés de s'adresser au comp. Torrens, quai du Port, 26, à Marseille. — En outre, le comp. Torrens demande l'adresse de Miss Lecomte, au plus vite.

LYON. — Les camarades de Lyon viennent de distribuer le manifeste suivant :

Aux Travailleurs

Capital et Capitalistes

Le Capital est la récolte du riche de la sueur du pauvre ;

Le capitaliste se vautre dans les plaisirs ;

Le travailleur ne jouit de rien ;

C'est un monde renversé : Les fainéants dansent et banquettent, les laborieux endurent la faim ;

Beaucoup d'ouvriers, comme remède à cette situation cherchent le suicide ; les anarchistes disent qu'il y a mieux à faire :

Où, car il faut vivre pour préparer la grande ère de l'avenir, pour grossir les bataillons de la misère qui donneront la victoire définitive et dresseront sur des bases solides les principes du communisme-anarchiste ;

Patience encore, le moment des revendications sociales approche, car le joug est trop lourd...

Donc à l'œuvre, groupons-nous, et surtout de l'audace.

Les anarchistes lyonnais.

PETITE CORRESPONDANCE

R. boulv. Voltaire. — D. à La Madeleine. — T. à Choisy-le-Roi. — A. T. à Casteljaloux. — P. à Putoaux. — S. à Roanne. — M. à Billezois. — B. à Saint-Etienne. — J. A. à Lyon. — C. à La Bastide Rouairoux. — M. B. à Gracia. — M. à Niort. — H. à Roubaix. — V. D. à Saint-Denis. — C. à Nantes. — F. à Reims. — R. à Pamiers. — P. à Verviers. — J. à Bruxelles. — Reçu timbres et mandats.

M. à Nantes. — Le camarade vient de bénéficier de l'amnistie, c'est pourquoi le projet n'a pas eu de suite — Merci.

T. à Marseille. — Ne faisons pas d'affiches. « Le Père Peinard » doit en publier.

F. à Guise. — Même réponse. La gravure dont vous parlez est épuisée.

R. M. à Asnières. — Le renseignement est un peu vague ; si nous trouvons vous indiquerons.

Mercier à Lille. — Quelles brochures voulez-vous et votre adresse ? — Quant à l'article, c'est faible et pas bien dans la question.

Le compagnon Bridinski est prié de faire connaître son adresse au compagnon Costo.

Leclou. — Tous les députés ou aspirants députés sont les mêmes. — Tous aussi farceurs les uns que les autres c'est pourquoi nous préférons prendre la question au point de vue général et non au point de vue des individus.

Vidcoq. — Reçu mandat. — Si ça ne vous dérange pas continuez de régler.

R. à Argenteuil. — Très bien et poignée de mains.

Ganges. — 17, Roxborough road Harrow on Hill, à Londres.

G. à Amiens et Ch. M. Paris. — Pour ce qui est des questions de mouchards, à moins de circonstances graves, nous avons décidé de nous en abstenir. — Avertissez les camarades avec lesquels vous êtes en relation, c'est le plus court.

T. à Agen. — Le compte était de 3 fr. 35. Le surplus selon votre désir, est versé à la propagande.

P. D. à Rouen. — Reçu timbres. — Vous paierez quand ça ira mieux.

Le comp. Mathieu aîné est prié de faire connaître son adresse au comp. Vandorps, 11, rue de Briche à Saint-Denis.

B. à Marseille. — Voyez notre n° 35. — L'affaire a été traitée.

CONVOCATIONS

Cercle international. — En caisse : 69 fr. 10, dont 4 fr. 15 à la salle Horel.

Payé salle du Com. 50 fr. — Reste : 19 fr. 10.

Commission des détenus. — En caisse : 48 fr. 50, dont 5 fr. 65, salle Horel ; Bronziers, 30 cent ; réunion à Saint-Ouen, 2 fr. 50 ; boulv. Barbès, 11 fr. 85. Salle Mérot à St-Denis 4 fr. 65 ; exc. d'écot salle Gutenberg 1 fr. 25. — Envoyé à Leroux et Martin chacun 3 fr. 20. — Reste : 42 fr. 10.

Salle de l'Alcazar d'Italie, 190, avenue de Choisy, grand meeting public et contradictoire, donnée par le groupe anarchiste des V et XIII^e, le mardi 3 Septembre 1889 à 8 h. 12.

Les questions qui seront discutées à la réunion internationale serviront d'ordre du jour.

Les comp. Tortelier, Devertus, Thenevin, Faure, Luss, etc., prendront la parole.

Entrée : 25 centimes.

Les Réprouvés, groupe anarchiste, réunion tous les mercredis, 7, place Voltaire, au sous-sol.

Le groupe communiste-anarchiste *La Sentinelle* de Montmartre se réunit tous les mercredis à 8 h. 1/2 du soir, salle Delaporte, 19, rue de Clignancourt, au premier.

Tous les citoyens sont invités à suivre les études sur les différentes questions sociologiques.

Groupe *La Liberté*, tous les samedis, 102, rue d'Avron, à 8 h. 1/2.

Dimanche 1^{er} septembre, salle Charles, boulevard Barbès, 2, à 8 h. 1/2, soirée familiale, au profit des détenus politiques.

SAINT-DENIS. — Le groupe *La Jeunesse Libertaire*, réunion tous les samedis, rue Compoise, 34, chez le compagnon Giardo.

ARMENTIÈRES. — Dimanche 1^{er} septembre, à 5 heures du soir, réunion du groupe communiste-anarchiste *Les Indomptables*, la Brasserie Humanitaire, rue des Promenades.

Sujet : 1^o Pour s'entendre, en vue des élections législatives, — pour la propagande anti-électorale ; 2^o Question de fond.

HEM. — Le groupe *Les Misérables* de 3 Baudets, réunion le dimanche 1^{er} septembre, de 3 à 5 heures, à la maison de l'Homme Noir. — Urgence.

TOULON. — Les anarchistes de Toulon et de la banlieue, sont invités à assister à la réunion privée, samedi 31 août, à 8 h. 1/2 du soir, dans le salon du Bar Américain. — Question importante.

SAINT-QUENTIN. — La *Ligue des Antipatriotes* se réunit tous les dimanches chez Watble, débit de tabac, rue Dachery, 80. — Tous les camarades indépendants sont priés d'assister à toutes les réunions qui lieu à 7 heures du soir.

CALAIS. — *Communistes Libertaires*, réunion tous les samedis, à 8 heures du soir, café Voltaire, 42, rue des Quatre Coins. — Etudes et discussions des questions économiques.

Le Gérant : J. GRAVE.

Paris. — Imprimerie J. GRAVE, 17, rue de l'Échiquier.